HYDROCARBURES

Légère hausse des prix du pétrole

Tel un jeu de yoyo, les cours du pétrole alternent entre baisse et hausse. Après avoir fini l'année 2014 en forte baisse, les prix du pétrole ont connu hier, second jour de l'année 2015, une légère hausse le matin sur le marché asiatique et en cours de journée à Londres et New York.

Lors d'échanges matinaux, le baril de Light sweet crude (WTI), pour livraison en février, prenait 80 cents, à 54,07 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison à même échéance, se renchérissait de 71 cents, à 58,04 dollars. En cours de journée, le baril de Brent de la mer du Nord valait 57,43 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 10 cents par rapport à la clôture de mercredi. La référence européenne du brut avait atteint le 31 décembre un niveau plus bas en plus de cinq ans et demi à 55,81 dollars. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de WTI grignotait 25 cents à 53,53 dollars. Le WTI est tombé mercredi à son plus bas niveau depuis le 1er mai 2009, à 52,44 dollars. Ce sont certes de faibles volumes d'échanges durant cette période de fête, plusieurs places financières de la région Asie-Pacifique étant fermées pour cause de vacances. Néanmoins, des gains probablement dus aux données positives concernant les stocks américains, publiées mercredi dernier. Ainsi, les réserves de brut ont reculé de 1,8 million de barils, à 385,50 millions, lors de la semaine achevée le 26 décembre, alors que les analystes s'attendaient à une baisse de 600 000 barils seulement. Les stocks américains sont un bon indicateur de l'état de la demande chez le plus gros consommateur de brut mondial.

Une année 2014 noire !

Ce faisant, les cours du pétrole avaient terminé l'année sur un nouveau recul mercredi. Le baril de référence (WTI), pour livraison en février, a cédé 85 cents à 53,27 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit un niveau plus bas en clôture depuis le 1er mai 2009 et portant sa chute sur l'ensemble de l'année à environ 46%. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord, pour la même échéance, a terminé à 57,33 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), retrouvant des niveaux inédits en clôture depuis cinq ans et demi également et affichant une baisse de 48% sur l'année. Durant l'année 2014, les cours ont été assez plombés par une offre mondiale en or noir surabondante et des perspectives de demande moroses.

Déstabilisant les marchés financiers et les économies de nombreux pays producteurs comme le Venezuela dont le baril est passé à 48 dollars ou la Russie, les prix du pétrole coté ont décroché d'environ 46% sur l'année, enregistrant leur plus fort recul depuis 2008, lorsqu'ils avaient plongé de plus de 53%, en pleine crise financière.

Photo : DR

Au 31 décembre, le brut avait atteint son niveau le plus bas.

L'essor de la production américaine en cause

Ce qui surprend un analyste, c'est la vitesse avec laquelle les prix sont tombés depuis la mi-juin lorsqu'il est apparu que la production nord-américaine devenait plus importante que nécessaire pour subvenir à la croissance des besoins mondiaux sur l'année, créant une situation de surplus.

A plus de 9 millions de barils par jour (mbj), la production de brut des Etats-Unis se situe à des niveaux record depuis au moins trente ans. C'est le cas également pour la production d'essence et de produits distillés, sur une base hebdomadaire, constate le même analyste. En effet, quelque 10,2 mbj d'essence ont été produits au cours de la semaine achevée le 26 décembre et quelque 5,3 mbj pour les produits distillés, des sommets depuis au moins 1982, date des premières statistiques hebdomadaires du département de l'Energie américain (DoE).

L'annonce, d'autre part, mercredi d'un nouveau bond des stocks de brut à Cushing, un terminal pétrolier clef dans l'Oklahoma (centre-sud) dont les réserves servent de référence aux prix du WTI, à 30,8 millions de barils, a jeté un nouveau froid sur les marchés pour cette dernière séance de l'année. «Cela montre un envol de 66% des réserves de Cushing depuis début octobre», note l'analyste, soulignant la persistance d'une situation de surplus de l'offre au sein du premier consommateur mondial de brut, malgré la chute des prix. Face à cet essor, la perspective d'une augmentation de l'offre libyenne ou irakienne s'ajoutant à un climat morose du côté de la demande, avec une activité économique encore vacillante en zone euro et des signes de ralentissement en Asie, sans compter un regain de vigueur du dollar, ont peu à peu convaincu les investisseurs de fuir ce marché en masse.

Et pour 2015, un autre recul ?

«L'on s'attend à ce que les cours glissent encore plus bas l'an prochain, au moins jusqu'à la mi-2015», a estimé l'analyste, évoquant un recul probable «d'encore 10 dollars». En effet, «l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ne devrait pas diminuer son plafond de production, fixé actuellement à 30 millions de barils par jour au moins jusqu'à l'été», estime-t-il.

Comme le chef de file de l'Opep, l'Arabie saoudite, «les Etats entourant le Golfe persique ont choisi d'adopter une vision de long terme en maintenant leur niveau de production et en laissant les prix dévisser, dans l'espoir d'une part de susciter un rebond de la croissance mondiale» par un sursaut de la consommation, «et de ralentir la croissance de l'offre américaine», considère un expert énergétique.

C. B./Agences

2014, le meilleur a côtoyé le pire

Par Hassane Zerrouky

Difficile de résumer en quelques lignes cette année 2014. En Algérie d'abord. 2014 a connu une élection présidentielle, unique et sans précédent dans les annales, remportée par procuration par un candidat qui, en raison de son état de santé, était dans l'incapacité de tenir le moindre meeting. Avec en toile de fond, une faiblesse de la participation électorale qui en dit long sur la représentativité des institutions. Plus symptomatique, et qui donne à réfléchir, est le fait que l'opposition, toutes tendances confondues, qui a un peu vite enterré le Président sortant, a été incapable de faire face à la situation. En dehors de communiqués rageurs, elle a peu ou pas du tout mobilisé. Même Ali Benhadj n'a pas rassemblé plus d'une vingtaine d'individus.

Le prix du baril, qui poursuit sa chute, aura été l'autre fait marquant, révélateur de l'imprévoyance d'un pouvoir arrogant et sûr de lui, pour qui le tout-pétrole tient lieu d'unique stratégie. Comment va-t-il s'y prendre pour, à la fois, faire face aux besoins pressants d'une partie de la population à qui on a fait croire que l'Algérie pouvait rivaliser en termes de train de vie, de fastes et de dépenses de prestige – la plus grande mosquée du monde (trois milliards de dollars) — avec les pétromonarchies du Golfe, et satisfaire les appétits de cette classe d'oligarques qui a pris l'économie du pays en otage ! Tout aussi révélatrice d'une situation héritée des années 90 que le pays n'a pas encore soldée, l'affaire Kamel Daoud. Qu'on partage ou non ses vues n'est pas le problème. Ça se discute et ça se débat. Mais que des gens qui, à la fin du 20e siècle, avaient beaucoup de choses à se reprocher en raison de leur positionnement à cette époque cruciale de l'histoire de l'Algérie, se croient autorisés aujourd'hui à le condamner à mort et cela sans que l'Etat responsable de la sécurité des citoyens n'intervienne pour dire stop, questionne.

Ces gens-là, comme dit la chanson, n'avaient-ils pas qualifié de taghout tous ceux qui s'opposaient à leur projet obscurantiste ouvrant la voie aux meurtres de milliers de journalistes, syndicalistes, intellectuels, femmes, enseignants, artistes, acteurs de la société civile et simples citoyens ? Aujourd'hui, s'abritant derrière l'Etat (c'est nouveau), ils lui demandent d'appliquer le châtiment suprême contre le chroniqueur du *Quotidien d'Oran*. Et ça, il ne faut pas le laisser passer. Autrement, on est complice et on revivra sous peu, sans doute sous d'autres formes, ce qu'on a vécu durant ces terribles années 90.

L'assassinat d'Hervé Gourdel, qu'Abdelfatah Ziraoui et ses frères n'ont pas condamné, est venu rappeler que la menace existe. Et ailleurs, près de l'Algérie ? La Tunisie où en l'espace d'une année, après avoir frôlé le pire, le pays a réussi à se doter d'une Constitution qui a écarté la possibilité d'un Etat islamique, réussi des élections législatives et présidentielle remportées par Nidaa Tounès et son candidat Beji Caïd Essebci. Qu'ajouter sinon souhaiter que ce pays et seul Etat de l'espace maghrébin et du monde arabe aille de l'avant ?

Autre fait marquant : la chute de Mossoul, deuxième ville irakienne entre les mains des djihadistes de l'Etat islamique, et l'établissement d'un califat sur un territoire à cheval sur l'Irak et la Syrie. On retiendra surtout, l'entrée en guerre sous la pression de Washington, des pays du Golfe contre le califat de Baghdadi, non parce qu'il constitue une menace, mais parce qu'il est sorti du cadre qui lui était imparti initialement : se battre contre le régime d'Assad, et rien d'autre. Ailleurs toujours, avec Eric Zemmour, l'extrême droite française possède ses intellectuels organiques. Oubliant que les juifs français ont servi de boucs émissaires de la crise dans les années 30 avant d'être déchus de leur nationalité en décembre 1940 par le régime de Pétain, d'être déportés et gazés, Zemmour préconise – les chambres à gaz en moins sans doute parce qu'irréalisables aujourd'hui ! – la même solution envers les «musulmans» français ou non ! Hormis dans la gauche française, le propos de Zemmour – c'est mon point de vue – n'a pas soulevé de grandes vagues d'indignation dans l'opinion française. La France n'est pas le seul pays où l'extrême-droite fascisante est aux portes du pouvoir ou montre ses crocs. L'Allemagne et, pratiquement, toute l'Europe du Nord, commencent à être gangrenées. L'éclaircie ? Elle nous vient de l'Europe du Sud, de Grèce et d'Espagne. En dépit de la sévère crise frappant ces deux pays, l'extrême-droite ou la droite tout court, n'ont réussi ni en Grèce ni en Espagne à faire diversion en faisant des immigrés les boucs émissaires de la crise. Sur ces deux pays souffle un petit air révolutionnaire. En Grèce, c'est Siriza et son jeune dirigeant Alexis Tsipras qui peuvent diriger le pays dès le 25 janvier prochain.

Photo : Samir Sid

Une élection unique dans les annales.

En Espagne, c'est le mouvement Podemos (Nous Pouvons) dirigé par un autre jeune, Pablo Iglesias, qui est donné vainqueur des prochaines élections. Ces deux mouvements de gauche, qui ont convaincu leurs électeurs chacun dans leur propre pays, qu'il existe une autre alternative à l'austérité imposée par le FMI et l'Union européenne. Et que la lutte des classes, comme l'ont rappelé de nombreux chercheurs en sciences sociales, Jean-Yves Camus entre autres, «n'était pas morte».

Avec tout ça, bonne année à toutes et à tous.

H. Z.